

**SEANCE DU BUREAU DU 25 MARS 2021
DECISION N° 2021-046- DB**

Date d'affichage : 1 avril 2021	<p>Le vingt cinq mars deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix huit mars deux mille vingt et un.</p>
Nombre de membres : 52 En exercice : 52 Quorum : 27	Membres présents en séance :
Présents: 41 Excusé(s) : 7 dont pouvoir(s) : 5 Absent(s) : 4	<p>Présents : (41) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA.</p>
Nombre de votants : 46	<p>Excusé(s) : (7) Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Thierry MORISSET, Alain BOISSONNOT, Béatrice BERTRAND</p>
Secrétaire de séance :	<p>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE à Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT à Christian GALLÉ, Béatrice BERTRAND à Sylvie PRISSET</p>
M. Pierre-Yves DOUET.	<p>Absent(s) : (4) Didier ROUSSEAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD</p>

CONVENTION RELATIVE AUX LAMPES USAGÉES - RENOUELEMENT

Les articles L.541-2, L.541-10-2 et R.543-172 et suivants du Code de l'environnement prévoient que tout producteur, importateur ou distributeur de lampes est tenu de pourvoir ou de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets issus desdits produits.

L'éco-organisme coordonnateur, OCAD3E, est chargé de la gestion des conventions avec les collectivités qui organisent la collecte des lampes. L'éco-organisme Ecosystem est chargé de la gestion opérationnelle de la collecte et du traitement des Lampes.

Les précédentes conventions ont pris fin avec l'agrément des éco-organismes. Ceux-ci ayant été à nouveau agréés par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités territoriales en date du 23 décembre 2020, il est proposé de renouveler les conventions pour la période d'agrément.

Ces deux conventions ont pour objet de régir les relations juridiques, techniques et financières entre OCAD3E, Ecosystem et la collectivité pour la collecte gratuite des lampes dans les déchèteries.

Dans le cadre de cette convention, Ecosystem s'engage à :

- mettre à disposition des contenants ;
- assurer la collecte des contenants et le traitement des lampes en garantissant la traçabilité et des conditions de traitement et valorisation conformes à la réglementation ;
- verser un soutien à l'investissement pour la création ou l'achat d'un local de stockage des lampes ;
- verser un soutien à la communication pour la création ou la mise à jour respectivement du mémo-tri ou du site internet en intégrant des éléments liés aux lampes.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210407-2021-046-DB-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

La collectivité s'engage à :

- organiser la collecte des lampes sur les déchèteries ;
- respecter les modalités de conditionnement et d'enlèvement prescrites par Ecosystem ;
- communiquer sur le recyclage des lampes.

OCAD3E s'engage à verser l'ensemble des soutiens à la collectivité, conformément à la convention avec Ecosystem.

La collecte vise toutes les lampes d'éclairage à l'exception des ampoules à filament et halogènes :

- des lampes fluorescentes compactes ;
- des lampes à sodium haute et basse pression (notamment issues de l'éclairage public) ;
- des lampes à vapeur de mercure ;
- des lampes à iodure métallique ;
- des lampes à décharge technique ;
- des lampes à diode électroluminescente ;
- des tubes fluorescents.

La convention porte sur le territoire géré dans le cadre du Contrat de quasi-régie pour l'exploitation du service public des gestion des déchets avec la SPL Saumur Agglopropreté (40 communes et 79 323 habitants).

Elle prend effet au 1er janvier 2021. Elle est conclue pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026, sauf en cas de fin anticipé de l'agrément des éco-organismes.

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Vu les articles L.541-2, L.541-10-2 et R.543-172 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2020 conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités territoriales relatif à l'agrément d'OCAD3E et d'Ecosystem ;

Vu l'information donnée lors de la « Commission Gestion, valorisation des déchets et Économie circulaire » en date du 25 mars 2021 ;

Considérant que la gestion des lampes est de la responsabilité des metteurs sur le marché chargés de la prise en charge financière et opérationnelle de la filière ;

Considérant que, suite au renouvellement de l'agrément d'OCAD3E et d'Ecosystem, il y a lieu de passer une convention pour organiser la prise en charge technique et financière des lampes collectées sur les déchèteries ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- **D'APPROUVER** les conventions de reprise des lampes usagées avec OCAD3E (relations administratives et financières) et Ecosystem (modalités de collecte, de transport et de traitement), qui prennent effet au 1er janvier 2021, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026, sauf en cas de fin anticipé de l'agrément des éco-organismes ;

- **D'AUTORISER** le Vice-Président en charge de la Gestion et la valorisation des Déchets à signer les conventions de reprise des lampes usagées avec OCAD3E et Ecosystem ;

- **D'AUTORISER** le Vice-Président en charge de la Gestion et la valorisation des Déchets à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente décision et à signer l'ensemble des documents y afférents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 46 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021 Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte	8. Domaine et compétence par thèmes	8.8 Environnement
-------------------	-------------------------------------	-------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »